



ANTISIONISME, ANTISÉMITISME... NON À L'AMALGAME !

Le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien se prononce

**Pour les droits du peuple palestinien
et contre le sionisme !**

Mais aussi

**Contre l'antisémitisme
et contre son instrumentalisation !**

Janvier 2026

<https://collectif69palestine.fr/>



Pourquoi *antisionisme* n'est pas synonyme d'*antisémitisme*?

Antijudaïsme et antisémitisme, une longue histoire

La haine des Juives et des Juifs, les persécutions et les préjugés à leur égard ont existé en France et dans toute l'Europe depuis la fin de l'Antiquité. Longtemps, il s'est agi d'*antijudaïsme* : on s'en prenait aux Juifs en raison de leur religion. La société, très chrétienne, leur reprochait d'avoir crucifié le « fils de Dieu », de pratiquer des meurtres rituels ou d'empoisonner les puits. Ils étaient souvent contraints de vivre dans des ghettos ou de porter des pièces de vêtement permettant de les identifier (chapeau pointu, rouelle jaune). Certaines professions leur étaient interdites, ainsi que la possession de la terre. En revanche, ils avaient le droit d'exercer une profession mal vue des chrétiens, celle de banquier. À une dizaine de reprises Juifs et Juives furent expulsés du royaume de France — et d'autres royaumes européens également.

À la fin du XVIII^e siècle, plusieurs pays d'Europe de l'Ouest leur accordèrent la liberté de culte, et la France fut la première à leur accorder la pleine citoyenneté, en 1791. L'*antijudaïsme* tendit alors à céder la place à un *antisémitisme « économique »* : les Juifs étaient désormais supposés être tous des riches banquiers ou des capitalistes exploitant les travailleurs. Juifs et Juives, très attaché.es à la République, se fondaient pourtant dans la société et participaient activement à la vie politique nationale.

Si la situation des Juifs et des Juives s'améliorait en Europe de l'Ouest, elle restait très difficile à l'Est, où vivait la majorité d'entre eux. Ils/elles y étaient victimes de terribles pogroms et dans certaines régions, d'une misère noire. En Russie, ils/elles étaient cantonné.es dans une « zone de résidence » spécifique. Misère,

discriminations et pogroms entraînaient un mouvement de migration vers l'Ouest.

À la fin du XIX^e siècle, alors que le nationalisme, initialement « de gauche », était devenu le cheval de bataille d'une droite antirépublicaine, un *antisémitisme racial* virulent se développa (sans que disparaissent pour autant les anciens préjugés religieux ou économiques). L'Affaire Dreyfus (1894-1906) est le symbole le plus connu de ce nouvel antisémitisme : accusé à tort de trahison, le capitaine Alfred Dreyfus, polytechnicien juif d'origine alsacienne, fut injustement condamné au bagne pour trahison — un Juif ne pouvait être qu'un traître à la nation —, avant d'être finalement innocenté, réhabilité et réintégré dans l'armée.

Au XX^e siècle, le génocide des Juifs d'Europe

Pendant l'entre-deux-guerres, l'antisémitisme se poursuivit et atteignit des sommets. Il s'épanouissait particulièrement à droite et à l'extrême droite. La presse de ce bord politique se déchaînait contre les Juifs, supposés être des dégénérés, des sans-patrie, la cause de tous les maux du pays.

Parvenus au pouvoir grâce à une droite qui comptait se servir d'eux pour s'y maintenir, les nazis allemands allait porter cet antisémitisme à son paroxysme. Après des années de persécutions et de terrorisme anti-juif, ils adoptèrent en 1942 ce qu'ils appellèrent « la Solution finale », consistant en une extermination systématique des Juifs et des Juives d'Europe, avec la complicité active du gouvernement français de Vichy.

Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants juifs périrent alors, lâchement assassinés par balle puis dans les camions ou les chambres à gaz des camps de la mort, soit environ les deux tiers de la population juive d'Europe. Un génocide inédit par son ampleur et son atrocité.

Après la Seconde guerre mondiale, l'antisémitisme ne s'affichait plus aussi ouvertement en France. Il subsista cependant sous des formes discrètes, y compris à gauche, et se poursuivit à l'Est.

Au XXI^e siècle, persistance de l'antisémitisme

La dernière décennie du XXe siècle et les vingt-cinq premières années du XXI^e ont vu l'antisémitisme s'afficher de nouveau plus ouvertement en France — principalement chez les nostalgiques de Vichy — et les actes visant des Juifs se multiplier. L'interprétation des chiffres disponibles est complexe, car les sources sont disparates et les données dont on dispose ne distinguent pas toujours les actes en fonction de leur gravité (on ne peut pas décompter ensemble un graffiti et une attaque sur des personnes).

La Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui réunit et commente les données disponibles, estime, dans son rapport 2024¹, que le nombre d'actes antisémites doit actuellement être considéré comme « extrêmement élevé ». Elle précise que, contrairement à l'idée reçue selon laquelle il serait essentiellement le fait de jeunes arabo-musulmans victimes de discriminations et sensibles à la cause palestinienne, l'antisémitisme actuel reste majoritairement fondé sur les « vieux » préjugés antisémites. Les données qu'elle a réunies montrent cependant que les actes antisémites commis en France augmentent après chaque intervention d'Israël dans les Territoires palestiniens. La guerre génocidaire en cours depuis le 7 octobre 2023 a ainsi entraîné, en France, un nombre sans précédent d'actes antisémites (triplement entre 2022 et 2024, maintien à ce niveau en 2025). La politique guerrière d'Israël peut donc être considérée comme un facteur de développement de

¹ <https://www.cncdh.fr/publications/rapport-2024-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie>

l'antisémitisme. Elle favorise la confusion entre l'État d'Israël et les Juifs et Juives de France.

La position du Collectif 69 de soutien au peuple palestinien vis-à-vis de ces actes antisémites est sans ambiguïté : ils sont inadmissibles, et doivent être combattus et sanctionnés. Les Français.es juifs et juives ont le droit, comme tous les autres Français.es, de vivre en sécurité. Ils/elles ne peuvent pas être tenus pour collectivement responsables de la politique menée par Israël qui, contrairement à ce que ses dirigeants voudraient faire croire, ne représente pas tous les Juifs et Juives du monde. Ainsi qu'il est indiqué dans sa Charte, **le Collectif 69 a toujours été fondamentalement opposé à toute forme d'antisémitisme et de racisme.**

Antisémitisme / antisionisme, pas de confusion !

Depuis le début du XXI^e siècle, des organisations comme le CRIF et la LICRA², ou certains intellectuels bien médiatisés qui se comportent comme des porte-parole de l'État d'Israël se plaisent à entretenir une confusion entre antisémitisme et antisionisme, prétendant que l'antisionisme cacherait un antisémitisme qui n'oserait pas dire son nom. Cette confusion volontaire des concepts, impulsée par Israël, est une *instrumentalisation de l'antisémitisme* visant à criminaliser et à faire taire toute critique de sa politique.

Aujourd'hui, ceux et celles qui apportent leur soutien au peuple palestinien (qui sont parfois juifs ou juives) se voient donc fréquemment qualifié.es d'antisémites sous prétexte qu'ils et elles sont antisionistes. Cet amalgame est inadmissible. Qu'est-ce, en effet, que le sionisme ? Et qu'est-ce qu'être antisioniste aujourd'hui ?

² Conseil représentatif des institutions juives de France et Ligue contre le racisme et l'antisémitisme

Apparu à la fin du XIXe siècle, dans un contexte où colonialisme et nationalisme avaient le vent en poupe, le sionisme politique³ est une idéologie à la fois nationaliste et colonialiste qui prétendait remédier aux malheurs des Juifs de l’Est de l’Europe en créant pour eux en Palestine, alors sous domination ottomane, un « foyer national juif » destiné à devenir un État. Ayant obtenu, en 1917, le soutien de principe du Royaume-Uni (qui espérait en tirer divers avantages), les sionistes travaillèrent à développer l’immigration juive vers la Palestine, territoire désormais placé par la Société des Nations sous la houlette de ce même Royaume-Uni, en tant que mandat provisoire.

Au terme de trois décennies de violences et d’appropriation des terres palestiniennes par des Juifs nouveaux venus, et malgré la résistance acharnée des Palestiniens à ces spoliations, l’ONU proposa en 1947 un plan de partage en deux États, sans que ces derniers aient été consultés. Le Royaume-Uni, dépassé par les événements, quitta la Palestine en mai 1948, et l’État d’Israël fut proclamé dans la foulée. La création de cet État colonial se fit au prix d’un violent nettoyage ethnique : entre 1947 et 1949, près de 800 000 autochtones palestiniens furent chassés de chez eux et dépouillés de tous leurs biens (*la Nakba*, catastrophe en arabe).

La grande majorité des Juifs du monde ne se sentait pourtant pas concernée par le projet sioniste. La plupart d’entre eux étaient soit indifférents, soit franchement opposés au sionisme (les Juifs orthodoxes notamment, mais pas seulement), donc *antisionistes*⁴. Beaucoup, en Europe de l’Ouest, ne voyaient aucune raison d’émigrer en Palestine. Ils/elles étaient, et se sentaient, citoyen.nes de leur pays et n’avaient aucun souhait de le quitter. En Europe de l’Est, nombreux étaient ceux préféraient émigrer vers la France, l’Angleterre ou les États-Unis s’ils y parvenaient.

³ Le sionisme a aussi des racines *religieuses* : depuis le XVIIIe siècle, il existait chez les protestants anglo-saxons un courant millénariste qui préconisait le retour des Juifs à Sion, c'est-à-dire en Palestine, pour des raisons tenant à leur interprétation de la Bible.

⁴ Voir B. Ores, M. Sibony, S. Fayman, *Antisionisme, une histoire juive*, Syllepse, 2023.

Nombreux furent aussi ceux et celles, juifs ou non-juifs, qui, dès l'apparition du mouvement sioniste, dénoncèrent le fait qu'il s'agissait d'un mouvement colonial, qui ne pourrait se faire qu'aux dépens des autochtones, car la Palestine n'était évidemment pas inhabitée ! La majeure partie des Palestinien.nes fut effectivement chassée de chez elle en 1948-1949, mais les Européen.nes, culpabilisé.es par le sort fait aux Juifs et Juives d'Europe pendant la Seconde guerre mondiale, applaudirent à la création de l'État colonial d'Israël. Ils ignorèrent le sort des Palestinien.nes, préférant croire au mythe sioniste d'une « terre sans peuple » et faisant porter aux Palestinien.nes — qui n'en étaient en rien responsables — les conséquences du génocide des Juifs d'Europe.

Dès l'origine, l'antisionisme fut donc une opinion qui contestait une idéologie et une politique coloniale, le sionisme, et nullement une critique des Juifs. Nombreux furent toujours les Juifs et Juives non sionistes ou antisionistes.

Depuis sa création en 1948, l'État d'Israël n'a cessé de chercher à agrandir son territoire par la force et la violence, les plus radicaux de ses dirigeants prétendant l'étendre à toute la Palestine historique et même au-delà. C'est dans ce contexte que doivent être comprises l'occupation de la Cisjordanie en 1967, sa colonisation (illégale au regard du droit international), son annexion de fait sinon de droit, et la guerre génocidaire qui se poursuit à Gaza.

Toute solution viable au conflit israélo-palestinien passera nécessairement par la reconnaissance des droits du peuple palestinien spolié et martyrisé, y compris le droit à l'autodétermination, et le plus symbolique d'entre eux, le droit au retour.

Être antisioniste aujourd'hui

Être antisioniste aujourd'hui, c'est être opposé.e à la politique suprémaciste et raciste menée par un gouvernement israélien génocidaire, qui pratique aussi l'apartheid envers ses citoyens

arabes — les Palestiniens qui n'ont pu être expulsés en 1948/49 et qui ne bénéficient pas des mêmes droits que les Juifs.

Être antisioniste aujourd’hui, c'est être opposé.e à l'occupation, à la colonisation ou à l'annexion des Territoires palestiniens.

C'est être opposé.e au cruel génocide des Palestiniens du territoire de Gaza, et aux projets actuels, typiquement coloniaux, de mise sous tutelle de ce territoire.

C'est être opposé.e à l'expulsion par la violence des Palestinien.nes de Cisjordanie, qui se poursuit.

C'est être favorable à toute solution qui permettra la prise en compte des droits historiques du peuple palestinien et son droit à l'autodétermination.

Être antisioniste aujourd’hui, c'est réclamer l'application du droit international et des résolutions de l'ONU.

C'est user de sa liberté d'expression vis-à-vis d'Israël, comme on peut en user vis-à-vis de n'importe quel autre État.

Prétendre que l'antisionisme cache un antisémitisme est une allégation mensongère, dénuée de fondement, une tentative de criminalisation d'une opinion parfaitement légitime, contrairement à l'antisémitisme. Cette tentative de criminalisation ne fera pas taire le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien. C'est notre liberté d'expression et de critique qui est en jeu !

OUI aux droits du peuple palestinien !

NON à l'antisémitisme !

**OUI au droit de critiquer la politique de l'État d'Israël,
suprémaciste, raciste,
et aujourd’hui génocidaire !**

NON à la confusion entre antisémitisme et antisionisme !